



CHAPITRE 23

Loi modifiant la Loi sur les biens culturels

[Sanctionnée le 23 juin 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1972, c. 19,
aa. 3-7,
remp.

1. Les articles 3 à 7 de la Loi sur les biens culturels (1972, chapitre 19) sont remplacés par les suivants:

Séances.

«**3.** La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composition.

«**4.** La Commission est formée de douze membres, dont un président et deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe, selon le cas, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun d'eux.

Mandat des membres.

«**5.** Le mandat des membres de la Commission est d'au plus trois ans à l'exception de celui du président qui peut être d'au plus cinq ans.

Renouvellement.

Le mandat du président et des vice-présidents peut être renouvelé pour des périodes n'excédant pas trois ans.

Idem.

Le renouvellement du mandat des autres membres de la Commission ne peut avoir lieu qu'une seule fois sauf si l'un d'eux est nommé président ou vice-président.

Fonctions continuées.

«**6.** Les membres de la Commission demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

Toute vacance parmi les membres de la Commission est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour leur nomination, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

Fonction à plein temps. «7. Le président et les vice-présidents exercent leurs fonctions à plein temps.

Incapacité du président. «7a. En cas d'incapacité d'agir du président, il est remplacé, pendant que dure son incapacité, par l'un des vice-présidents désigné à cette fin par la Commission.

Président. «7b. Le président préside les réunions de la Commission et en dirige les travaux; il la représente dans ses relations avec le ministre et les tiers.

Vice-présidents. Les vice-présidents assistent le président et exercent les fonctions que celui-ci leur confie.

Délibérations sur intérêt personnel. «7c. Les membres de la Commission ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle ils ont un intérêt personnel.

Quorum. «7d. Le quorum de la Commission est de la majorité des membres dont le président ou l'un des vice-présidents. En cas d'égalité des voix, le vote du président est prépondérant.

Comités. «7e. Pour l'examen de questions qu'elle détermine, la Commission peut former des comités que préside le président ou un membre qu'il désigne à cette fin.

Fonctions exercées par un comité. Les fonctions attribuées à la Commission par les articles 31, 32, 35, 48 et par le premier alinéa de l'article 50 sont exercées en son nom par un comité constitué de trois personnes désignées par la Commission. Deux de ces personnes sont choisies parmi les président ou vice-présidents de la Commission.

Composition. Ces comités peuvent comprendre des personnes visées dans l'article 7g.

Avis au ministre. «7f. La Commission doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère. Elle peut aussi faire au ministre des recommandations sur toute question relative à la conservation des biens culturels.

Requêtes et suggestions. Elle peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée par la présente loi.

Spécialistes. «7g. La Commission peut, avec l'autorisation du ministre, recourir au service de spécialistes pour l'étude de questions de son ressort.

Honoraires,
etc.

Ces personnes ont droit aux honoraires et allocations déterminés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Réunions.

«7h. La Commission se réunit au moins une fois par mois.

Règle-
ments de la
Commis-
sion.

«7i. La Commission peut par règlement:

a) pourvoir à sa régie interne, lequel règlement doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et entre en vigueur lors de cette approbation;

b) déléguer à des comités institués en vertu du premier alinéa de l'article 7e l'exercice de fonctions que lui attribue la présente loi, lequel règlement doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui est fixée.

Procès-
verbaux.

«7j. Les procès-verbaux des séances de la Commission et de ses comités dûment approuvés et certifiés par le président ou l'un des vice-présidents sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont signés par le président, l'un des vice-présidents ou tout membre du personnel désigné par la Commission.

Rapport
annuel.

«7k. La Commission doit, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, transmettre au ministre qui le communique à l'Assemblée nationale un rapport annuel de ses activités pour l'exercice financier précédent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Dépôt.

Le ministre dépose le rapport de la Commission devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon, ou s'il le reçoit après un ajournement, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.»

1972, c. 19,
a. 14,
remp.

2. L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Liste des
biens
reconnus
ou classés.

«14. Le ministre doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec*, une fois par année, une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière publication et en dépose une copie à l'Assemblée nationale.»

1972, c. 19,
a. 16, remp.

3. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Procédure
de recon-
naissance.

«16. La reconnaissance d'un bien culturel est faite au moyen d'une inscription sur le registre visé dans l'article 11. Avis de cette

inscription doit être adressé à celui qui a la garde du bien culturel s'il s'agit d'un meuble et, s'il s'agit d'un immeuble, à la personne indiquée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où il est situé ainsi qu'au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé. La reconnaissance prend effet à compter de la date de l'inscription sur le registre visé dans l'article 11 s'il s'agit d'un meuble et, s'il s'agit d'un immeuble, à compter du dépôt de l'avis d'inscription au bureau d'enregistrement de la division où il est situé.»

1972, c. 19,
a. 18,
remp.
Avis au
cas de
destruction,
etc.

4. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**18.** Nulle personne, même dans l'exercice d'un pouvoir qui lui est conféré par la Législature, ne peut détruire, altérer, restaurer, réparer ou modifier de quelque façon un bien culturel reconnu et, dans le cas d'un immeuble, l'utiliser comme adossement à une construction, sans donner au ministre un avis préalable d'intention d'au moins soixante jours et, dans le cas d'un immeuble, en transmettre copie au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où est situé le bien culturel.»

1972, c. 19,
a. 20, mod.

5. L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis d'aliénation.

«**20.** Nul ne peut aliéner un bien culturel reconnu sans avoir donné au ministre un avis écrit préalable d'au moins soixante jours et, dans le cas d'un immeuble, sans avoir transmis copie de cet avis au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.»

1972, c. 19,
a. 21,
remp.
Avis pour
biens
légues.

6. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**21.** Toute personne qui devient propriétaire d'un bien culturel reconnu par succession légale ou testamentaire doit, au plus tard soixante jours après sa mise en possession, en donner avis au ministre lequel, dans le cas d'un immeuble, en transmet copie au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.»

1972, c. 19,
a. 22, remp.

7. L'article 22 de ladite loi, modifié par l'article 99 du chapitre 14 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Droit de
préemption
du
ministre.

«**22.** Si le bien culturel reconnu que l'on désire aliéner existe depuis plus de cinquante ans au moment de sa mise en vente, le ministre peut l'acquérir de préférence à tout autre acheteur au prix pour lequel il est offert en vente. Pour exercer ce droit de préemption, le ministre doit signifier par écrit son intention d'acquérir le bien culturel à celui qui l'offre en vente dans le délai de soixante jours prévu à l'article 20.

Préférence
pour acqué-
rir des
documents.

Dans le cas d'un document photographique, cinématographique, audio-visuel, radiophonique ou télévisuel qui existe depuis

plus de dix ans au moment de sa mise en vente, le ministre peut l'acquérir de préférence à tout autre acheteur au prix pour lequel il est offert en vente. Pour exercer ce droit de préemption, le ministre doit signifier par écrit son intention d'acquérir ce document à celui qui l'offre en vente dans le délai de soixante jours prévu à l'article 20.»

1972, c. 19,
a. 23, remp.

8. L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Aliénation
après délai
de préemp-
tion.

«**23.** À l'expiration du délai prévu à l'article 20, le bien culturel reconnu peut être aliéné au profit de toute personne si le ministre n'a pas signifié l'intention d'exercer le droit de préemption visé dans l'article 22. L'aliénation doit cependant être notifiée par écrit au ministre dans les trente jours de son accomplissement.»

1972, c. 19,
a. 25,
remp.
Avis de
classe-
ment.

9. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**25.** Le ministre doit, avant de prendre l'avis de la Commission, adresser un avis de son intention de procéder au classement au propriétaire du bien culturel ou à celui qui a la garde du bien culturel qu'il désire classer s'il s'agit d'un meuble et, s'il s'agit d'un immeuble, à la personne indiquée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où est situé le bien qu'il désire classer ainsi qu'au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où est situé le bien culturel.

Contenu.

Cet avis doit contenir la désignation du bien culturel visé, un énoncé des motifs du classement et une notification que toute personne intéressée peut, dans les trente jours de la transmission de l'avis, faire des représentations auprès de la Commission.

Publica-
tion.

La notification visée dans le deuxième alinéa doit de plus être publiée au moins une fois dans un journal du lieu ou de la région concerné.»

1972, c. 19,
a. 26, mod.

10. L'article 26 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Avis nul.

«L'avis donné par le ministre en vertu de l'article 25 devient nul et sans effet si l'inscription visée dans le premier alinéa n'est pas faite dans un délai d'un an à compter de la date de sa transmission.»

1972, c. 19,
a. 27, remp.

11. L'article 27 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Avis d'ins-
cription.

«**27.** Cette inscription doit être notifiée sans délai au propriétaire ou à celui qui a la garde du bien culturel classé et, s'il s'agit d'un immeuble, au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.»

1972, c. 19,
a. 28, mod. **12.** L'article 28 de ladite loi est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

Avis d'ins-
cription. «Le ministre doit également en ce cas adresser un avis de l'inscription à tous les propriétaires d'immeubles situés en tout ou en partie dans l'aire de protection de l'immeuble classé et déposer copie de chacun de ces avis au bureau d'enregistrement de la division où ces immeubles sont situés.»

1972, c. 19,
a. 29, remp. **13.** L'article 29 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Effet. «**29.** Le classement d'un bien culturel prend effet à compter de la transmission de l'avis prévu à l'article 25.

Publica-
tion. Un avis de classement est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Dépôt. Tout avis de la Commission sur le classement d'un bien culturel est déposé à l'Assemblée nationale par le ministre dans les trente jours de sa décision.»

1972, c. 19,
a. 31,
ramp. **14.** L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Autorisa-
tion pour
détruire,
etc., un
bien classé. «**31.** Nonobstant toute autorisation conférée par une loi de la Législature, aucun bien culturel classé, à l'exclusion d'un site historique qui est assujéti à la section IV de la présente loi, ne peut être détruit, altéré, détérioré, restauré, réparé, modifié, ni, dans le cas d'un immeuble, être utilisé comme adossement à une construction, sans l'autorisation du ministre qui prend l'avis de la Commission.»

1972, c. 19,
a. 35,
ramp. **15.** L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Permis
pour
fouilles,
etc. «**35.** Nul ne peut effectuer sur un immeuble lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des relevés aux fins de rechercher des biens ou des sites archéologiques sans avoir au préalable obtenu du ministre qui prend l'avis de la Commission un permis de recherche archéologique.»

1972, c. 19,
a. 38, remp. **16.** L'article 38 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Consente-
ment du
proprié-
taire. «**38.** Lorsque les fouilles doivent être faites sur un terrain qui n'appartient pas à celui qui fait la demande d'un permis de recherche archéologique, celui-ci doit joindre à sa demande le consentement écrit du propriétaire du terrain ou de tout autre ayant droit s'il y a lieu.

Lois appli-
cables. Lorsque les relevés doivent être faits sur les terres publiques, les lois existantes qui les régissent s'appliquent.»

1972, c. 19,
a. 40,
remp.
Avis de
décou-
verte.

17. L'article 40 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**40.** Quiconque découvre un bien ou un site archéologique doit en aviser le ministre sans délai.»

1972, c. 19,
a. 41, mod.

18. L'article 41 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis de dé-
couverte
lorsque
travaux
pour fins
autres
qu'archéo-
logiques.

«**41.** Quiconque, à l'occasion de travaux d'excavation ou de construction entrepris pour des fins autres qu'archéologiques, découvre un bien ou un site archéologique doit en informer le ministre sans délai. Ce dernier peut, afin de permettre l'examen des lieux par des experts, ordonner la suspension, pour une période n'excédant pas quinze jours, de toute excavation ou de toute construction de nature à compromettre l'intégrité du bien ou du site découvert.»

1972, c. 19,
a. 42, remp.

19. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
du lt.-g.
en c. sur
biens dé-
couverts.

«**42.** Lorsque la découverte visée dans l'article 41 révèle des biens qui auraient fait l'objet d'un classement s'ils avaient été découverts avant le début des travaux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre qui prend l'avis de la Commission:

a) ordonner le maintien de la suspension des travaux jusqu'à l'expiration de trente jours à compter de la date de leur suspension;

b) permettre d'effectuer les fouilles nécessaires au dégagement du bien ou du site découvert;

c) ordonner toute modification qu'il juge nécessaire aux plans des travaux d'excavation ou de construction de manière à assurer l'intégrité ou la mise en valeur du bien ou du site découvert.»

1972, c. 19,
int. remp.

20. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section IV par le suivant:

«ARRONDISSEMENTS HISTORIQUES, ARRONDISSEMENTS NATURELS,
SITES HISTORIQUES CLASSÉS ET AIRES DE PROTECTION».

1972, c. 19,
aa. 48-50,
remp.

21. Les articles 48, 49 et 50 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Autorisation pour division, etc.

«48. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, nul ne peut, dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou dans une aire de protection, diviser, subdiviser, rediviser ni morceler un terrain, ni modifier l'aménagement, l'implantation, la destination ou l'usage d'un immeuble, ni faire quelque construction, réparation, transformation ou démolition impliquant notamment les dimensions, l'architecture, les matériaux ou l'apparence extérieure d'un immeuble sans l'autorisation préalable du ministre qui prend l'avis de la Commission.

Règlement du lt.-g. en c.

Lorsque, pour la totalité ou une partie d'un arrondissement historique ou naturel, d'un site historique classé ou d'une aire de protection, une opération visée dans le premier alinéa fait l'objet d'un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre doit autoriser cette opération conformément aux normes et conditions prévues dans ce règlement et l'avis de la Commission n'est pas requis.

Règlement approuvé par le ministre.

«49. Lorsque, pour la totalité ou pour une partie d'un arrondissement historique ou naturel, d'un site historique classé ou d'une aire de protection, une corporation municipale, une corporation de comté ou une communauté urbaine ou régionale adopte ou modifie des dispositions réglementaires relativement à une opération visée dans le premier alinéa de l'article 48, ces corporations peuvent, avant ou après leur entrée en vigueur, soumettre ces dispositions réglementaires à l'approbation du ministre qui prend l'avis de la Commission.

Notification.

Si le ministre estime que les dispositions réglementaires soumises prévoient les normes et conditions minimales requises pour la réalisation des objectifs de la présente loi, il peut notifier son approbation de ces dispositions réglementaires au greffier, secrétaire-trésorier ou secrétaire de la corporation concernée.

Normes et conditions réglementaires à respecter.

À compter de la date prévue dans cette notification, une opération faisant l'objet d'une disposition réglementaire approuvée par le ministre ne peut être entreprise dans la totalité ou la partie de l'arrondissement historique ou naturel, du site historique classé ou de l'aire de protection en cause que selon les normes et conditions qui y sont prévues. Une telle opération, en ce cas, ne requiert pas l'autorisation du ministre; aucun permis ne peut toutefois être émis par une corporation municipale, une corporation de comté ou une communauté urbaine ou régionale si cette opération n'est pas conforme aux dispositions réglementaires approuvées par le ministre.

Application des dispositions réglementaires.

Il est du devoir d'une corporation municipale, d'une corporation de comté ou d'une communauté urbaine ou régionale qui se prévaut du présent article de faire l'application sur son territoire

des dispositions réglementaires approuvées par le ministre suivant le deuxième alinéa.

Autorisation pour affichage.

«**50.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, nul affichage, modification ou démolition d'enseigne ou de panneau-réclame ne peut être fait dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou une aire de protection sans l'autorisation du ministre qui prend l'avis de la Commission.

Dispositions applicables.

Le deuxième alinéa de l'article 48 et l'article 49 s'appliquent, en les adaptant, aux opérations visées dans le premier alinéa.»

1972, c. 19,
a. 51,
remp.
Pouvoirs
du
ministre.

22. L'article 51 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**51.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission:

a) acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien culturel reconnu ou classé ou tout bien nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou autrement mettre en valeur un monument historique ou un site historique ou archéologique classé, ou tout bien situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans une aire de protection;

b) dans le cas des monuments historiques, des sites historiques ou archéologiques, les donner à bail, les hypothéquer, les restaurer, les transformer, les démolir, les transporter ou les reconstituer dans un autre lieu;

c) administrer lui-même ou confier à d'autres personnes, aux conditions qu'il juge opportunes, la garde et l'administration des biens culturels qu'il a acquis;

d) contribuer à l'entretien, à la restauration, à la transformation ou au transport d'un bien culturel classé ou d'un bien situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique ou archéologique classé ou dans une aire de protection, ainsi qu'à la reconstitution d'un édifice sur un immeuble classé, et détenir sur les biens faisant l'objet d'une contribution, toute charge, droit réel ou hypothécaire qu'il juge approprié;

e) accorder des subventions dans le but de conserver et de mettre en valeur des biens culturels ou des biens situés dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou une aire de protection;

f) conclure, conformément à la loi, des ententes avec tout gouvernement relativement aux biens culturels;

g) conclure, avec les corporations municipales ou toute autre personne des ententes en vue de l'application de la loi.»

1972, c. 19,
a. 53,
remp.
Règle-
ments.

23. L'article 53 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**53.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre qui prend l'avis de la Commission, faire des règlements pour:

a) déterminer la forme du registre prévu à l'article 11 de même que les frais exigibles pour la délivrance des extraits certifiés;

b) prescrire les formules à utiliser dans l'application de la présente loi;

c) déterminer les conditions auxquelles les permis de recherche archéologique sont émis;

d) réglementer ou prohiber de façon permanente ou temporaire l'affichage, la modification et la démolition des enseignes et des panneaux-réclame dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou une aire de protection;

e) réglementer ou prohiber de façon permanente ou temporaire la division, la subdivision, la redivision ou toute autre forme de morcellement des terrains, l'occupation du sol, l'aménagement, l'implantation, la destination, l'usage, la construction, la réparation, la transformation et la démolition impliquant notamment les dimensions, l'architecture, les matériaux ou l'apparence extérieure des immeubles ainsi que la densité de l'occupation dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou dans une aire de protection, et à ces fins diviser en zones un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou une aire de protection;

f) déterminer, pour la totalité ou une partie d'un arrondissement historique ou naturel, d'un site historique classé ou d'une aire de protection, les opérations visées dans le paragraphe e qui ne requièrent pas l'autorisation du ministre;

g) établir pour chaque arrondissement historique ou naturel un plan de sauvegarde et de mise en valeur;

h) déterminer les conditions et la mesure selon lesquelles un bien culturel immobilier classé peut être exempt de taxe foncière en vertu de l'article 33;

i) déterminer les conditions de conservation et de restauration des immeubles reconnus ou classés.

Un projet de règlement préparé en vertu des paragraphes c à i du présent article est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, il sera soumis pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Publica-
tion de
projet.

Entrée en
vigueur
des règle-
ments.

Les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* et toute disposition inconciliable d'un règlement fait en vertu d'une autre loi générale ou spéciale de la Législature est inopérante dans un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou une aire de protection.»

1972, c. 19,
a. 54,
remp.

24. L'article 54 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Droit
d'entrée
sur les
lieux.

«**54.** Pour la mise en application de la présente loi et des règlements, le ministre peut autoriser un fonctionnaire ou un expert à pénétrer à toute heure raisonnable sur les lieux d'un bien culturel, sur les lieux d'un immeuble situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans une aire de protection et à y effectuer les fouilles et les travaux d'expertise requis, à charge d'indemnité pour tout préjudice causé.»

1972, c. 19,
a. 57,
remp.

25. L'article 57 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remise en
état de
biens
altérés
sans per-
mission.

«**57.** Lorsqu'un bien culturel classé ou un bien situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans une aire de protection est altéré, modifié, détérioré, aménagé, implanté, construit, réparé, transformé ou démoli sans l'autorisation requise en vertu de la présente loi ou de façon non conforme aux prescriptions d'une autorisation donnée par le ministre en vertu de l'article 31, 48 ou 50, ou par une corporation municipale, une corporation de comté ou une communauté urbaine ou régionale en vertu de l'article 49 ou 50, la Cour supérieure peut, sur requête du ministre, ordonner tous les travaux susceptibles de remettre le bien dans son ancien état ou de le rendre conforme aux prescriptions de l'autorisation donnée, le tout aux frais de son propriétaire ou de la personne qui en a la garde s'il s'agit d'un meuble, ou aux frais de la personne indiquée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où il est situé, s'il s'agit d'un immeuble.

Cessation
d'occupa-
tion du sol,
etc.

La Cour supérieure peut, de plus, sur requête du ministre, ordonner la cessation d'une forme d'occupation du sol, d'une destination ou d'un usage d'un immeuble fait dans un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou dans une aire de protection sans l'autorisation requise en vertu de la présente loi ou de façon non conforme aux prescriptions d'une telle autorisation et prononcer la nullité de tout acte juridique fait en contravention des articles 48, 49, 50 et 53.

Instruc-
tion
d'urgence.

Les requêtes du ministre visées dans le présent article sont instruites d'urgence par la Cour supérieure et par la Cour d'appel.»

1972, c. 19,
aa. 57a,
57b, aj. **26.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 57,
des suivants:

Enregis-
trement
d'un plan,
etc., nul. «**57a.** Aucun enregistrement d'un plan de division ou de
subdivision ni toute autre forme de morcellement d'un terrain ne
peut être valablement effectué dans un arrondissement historique
ou naturel, un site historique classé ou une aire de protection s'il
n'est pas conforme aux prescriptions d'une autorisation donnée
en vertu de la présente loi ou si une telle autorisation fait défaut.

Autori-
sation
révoquée,
etc. «**57b.** Toute autorisation du ministre requise en vertu de la
présente loi peut être révoquée ou modifiée par le ministre si elle
a été obtenue à partir d'informations inexacts ou incomplètes.

Audition et
décision. Le ministre doit motiver sa décision et la notifier par écrit
à la personne intéressée après lui avoir donné l'occasion d'être
entendue.»

1972, c. 19,
a. 58, mod. **27.** L'article 58 de ladite loi est modifié par le remplace-
ment du premier alinéa par le suivant:

Infraction
et peine. «**58.** Toute infraction aux dispositions de la présente loi et
des règlements rend le contrevenant passible d'une amende n'excé-
dant pas \$25,000, avec ou sans frais, sans préjudice aux autres
recours accordés au ministre.»

1972, c. 19,
a. 62,
rempl. **28.** L'article 62 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Application
de règle-
ments. «**62.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut rendre appli-
cable tout règlement adopté en vertu du paragraphe *d* du premier
alinéa de l'article 53 aux panneaux-réclame ou enseignes mis en
place dans un arrondissement historique ou naturel depuis plus de
dix ans.»

Effet. **29.** Les articles 21, 25, 26 et 27 de la présente loi prennent
effet le 22 mars 1978.

Entrée en
vigueur. **30.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.